

ANNUAIRE du **COLLÈGE DE FRANCE** 2018 - 2019

Résumé des cours et travaux

119^e
année



COLLÈGE
DE FRANCE
—1530—

HISTOIRE TURQUE ET OTTOMANE (CHAIRE INTERNATIONALE)

Edhem ELDEM

Professeur à l'université de Boğaziçi (Turquie),
professeur invité au Collège de France

Mots-clés : histoire, Empire ottoman, Turquie, Occident, occidentalisation

La série de cours « L'Empire ottoman et la Turquie face à l'Occident (II) » est disponible en audio et vidéo, sur le site internet du Collège de France (<https://www.college-de-france.fr/site/edhem-eldem/course-2018-2019.htm>), ainsi que le colloque « Les acteurs et interlocuteurs locaux de la fièvre antiquaire dans l'Empire ottoman (1780-1830) » (<https://www.college-de-france.fr/site/edhem-eldem/symposium-2018-2019.htm>).

ENSEIGNEMENT

COURS – L'EMPIRE OTTOMAN ET LA TURQUIE FACE À L'OCCIDENT

Introduction

Le passé turc n'est pas qu'ottoman et l'histoire ottomane n'est pas que turque. C'est dire que l'intitulé de cette nouvelle chaire couvre un domaine très vaste et pour le moins complexe, voire ambigu. Nous porterons cependant notre regard sur un contexte plus ciblé qui, tout en réduisant l'ampleur du sujet, permettra d'intégrer ces deux dimensions de la question dans une réflexion historique particulière, celle de l'Empire ottoman et de la Turquie républicaine face à l'Occident. Ce questionnement s'inscrira à son tour dans une chronologie chevauchant les périodes moderne et contemporaine, du XVIII^e siècle à nos jours.

Modernités, modernisation, occidentalisation, dynamiques internes, influences extérieures, cette période de transformations profondes est bien trop complexe pour

se prêter à des lectures univoques qui finissent par donner une vision par trop simpliste, souvent faite d'une combinaison de triomphalisme occidental et de défaitisme ottoman.

À un moment où l'Histoire devient la proie d'une rhétorique politique des plus malsaines et où celle de l'Empire ottoman est soumise au lit de Procuste du nationalisme turco-islamique, il devient d'autant plus important de créer une plateforme capable de diffuser la connaissance historique dans ce domaine particulier et de promouvoir la recherche « en train de s'y faire », selon l'heureuse formule du Collège de France. C'est la mission que la chaire internationale d'histoire turque et ottomane s'est fixée pour les cinq années à venir, pendant lesquelles les spectaculaires transformations des trois derniers siècles seront examinées dans leurs dimensions politique, idéologique, sociale, économique et culturelle, afin de saisir les dynamiques du changement et de la continuité dans une des régions les plus mouvementées du globe.

Le cours reprendra les grands moments de la période : intégration avec l'Europe au tournant du XIX^e siècle, réformes étatiques des années 1820 et 1830, rêves « ottomanistes » des années 1850 et 1860, crise de 1876, autocratie hamidienne, révolution jeune-turque, débâcle de la Première Guerre mondiale... L'objectif premier est de combiner la synthèse et le détail, et de familiariser le public avec l'étude critique de textes et de documents contemporains, ainsi qu'avec une approche diversifiée permettant de croiser des aspects différents mais convergents d'une réalité extrêmement variée. De la culture funéraire aux institutions financières, de l'anatomie des massacres aux biographies intellectuelles, de l'usage de la photographie à l'invention des ordres et décorations, de la naissance d'un orientalisme ottoman à la constitution d'une pratique archéologique, nombre d'études viendront se greffer sur ce récit central pour en dévoiler la richesse et la complexité.

Cours 1 – Reprise et rappels

En reprenant le cours pour l'année 2019, il est utile de faire un rappel des principaux sujets et questions traités l'année précédente. Tout d'abord, des questions de méthode, puisque l'un des objectifs premiers de l'enseignement de cette chaire est de mettre à nu la recherche, telle et pendant qu'elle se fait, du questionnement aux sources, des sources à la critique documentaire et de la critique documentaire aux conclusions que l'on peut tenter de tirer de cette information. C'est pourquoi nous maintiendrons la méthode de l'année dernière, une sorte de récit à deux temps ou deux vitesses, alternant entre, d'une part, des généralités permettant d'encadrer et de donner un contexte aux événements et phénomènes évoqués et, d'autre part, des gros plans et/ou des digressions permettant d'approfondir certains aspects particuliers en partageant le détail de la documentation concernée. Rappelons comment, l'année dernière, des « cas d'étude » avaient fourni l'occasion de remettre en question aussi bien des points de méthode que des connaissances un peu trop facilement acceptés ou insuffisamment questionnés. « La couleur du cheval blanc de Franchet d'Espèrey » appartenait à la première catégorie, suggérant qu'il ne fallait guère se fier à certaines « certitudes », mais aussi que les erreurs et distorsions qui pouvaient s'y glisser étaient en elles-mêmes révélatrices de phénomènes qui méritent souvent d'être analysés. Dans un contexte plus critique, la lettre de Halet Efendi, le plagiat de Şanizade ou la carte de l'Amérique de Mahmud Raif Efendi sont autant d'exemples qui, même s'ils sont fondés sur une documentation très ponctuelle, voire

unique, n'en permettent pas moins de remettre en question bien des aspects de la manière dont les Ottomans voyaient, percevaient et utilisaient des connaissances, des notions, des techniques ou des valeurs occidentales.

Le cours de l'année dernière s'était interrompu sur une vision synoptique des événements majeurs des années 1820. Parmi ceux-ci, deux se distinguent tout particulièrement par l'ampleur de leur influence sur le sort de l'Empire. Le premier, sans aucun doute, est la rébellion des provinces grecques de l'Empire, étrange combinaison d'une révolte paysanne et d'un mouvement mené par des révolutionnaires s'inspirant de la Révolution française. L'impact de cet événement est énorme : pour la première fois, les Ottomans sont confrontés à une insurrection qui se transforme en véritable guerre d'indépendance, qui plus est dans la périphérie immédiate du centre de gravité de l'Empire. Pis encore, cette crise domestique acquiert rapidement une dimension internationale dans laquelle l'Europe est impliquée à la fois par la diplomatie des grandes puissances et par l'embrigadement des philhellènes auprès des combattants grecs. Les Ottomans sont ainsi confrontés non seulement à la pression de la diplomatie européenne, phénomène auquel ils avaient commencé à s'adapter durant les décennies précédentes, mais aussi à la puissance de l'opinion publique internationale, phénomène nouveau dont ils n'avaient pas encore jaugé l'envergure. Le conflit, qui durera près d'une décennie et se soldera par la création d'un État grec indépendant, marquera d'un profond traumatisme l'esprit des dirigeants ottomans.

Le second événement, connu sous le nom de *Vak'a-i Hayriye* (Heureux Événement), marqua la fin du célèbre corps des janissaires, aboli et détruit par le sultan Mahmud II à la suite d'une tentative de rébellion provoquée par un programme de réforme imposé par le souverain. Cet événement et la refonte de l'État qui en résulta constitueront le sujet principal du cours de cette année.

Cours 2 – Violentes réformes

Pour comprendre le célèbre « Heureux Événement » (*Vak'a-i Hayriye*) des 15 et 16 juin 1826, il faut se rappeler les antécédents de cette crise, notamment l'existence dans la politique ottomane de divers groupes ou factions plus ou moins clairement définis. Tout d'abord, un « centre », représenté par le sultan, le palais et le gouvernement – généralement appelé la Sublime Porte – qui, nominalement du moins, règne sur l'Empire. Autour de ce centre se positionnent les trois principaux groupes d'acteurs que l'on pourrait comparer – avec beaucoup de licence – à des partis politiques. Les *ulema* – pluriel de *âlim* ou savant – représentent la foi et la loi, normalement sous la coupe du sultan et du palais, mais bénéficiant d'un prestige qui leur permet de s'allier avec d'autres groupes, notamment les janissaires. En effet, la chute d'un sultan, souvent provoquée par une révolte des janissaires, est généralement entérinée par une *fetva* (opinion légale) émanant du *şeyhülislam*, premier des *ulema* de l'Empire.

Un deuxième groupe est constitué des *ayan*, les notables, notamment ceux qui contrôlent économiquement certaines provinces de l'Empire, en Anatolie et en Roumélie. Depuis sa formation, l'Empire ottoman est tiraillé par la volonté centripète du palais et les velléités centrifuges de la « périphérie ». De fait, il est exclu qu'Istanbul puisse véritablement contrôler de manière efficace les provinces ; la cohésion de l'Empire est sans cesse négociée entre ces deux tendances. Au XVIII^e siècle, la prééminence de certains notables provinciaux, capables de tirer de leur emprise sur le territoire des revenus fiscaux et commerciaux et de lever de

véritables armées, devient la règle, amenant ainsi un affaiblissement sensible du pouvoir central. Certains, comme Ali Pacha de Tepelen ou de Janina (1744-1822) ou Mehmed Ali Pacha d'Égypte (1769-1849), parviennent à se constituer en véritables souverains de leur province, tout en maintenant un délicat équilibre avec la Porte.

Enfin, les janissaires, corps d'élite dont la création remonte au XIV^e siècle, alimenté par le système du *devşirme* (levée d'enfants chrétiens dans les territoires conquis), mais dont le rôle militaire se double de plus en plus d'une puissance politique, notamment en temps de paix dans la capitale de l'Empire. Ils sont connus pour le rôle central qu'ils jouèrent dans la politique ottomane, notamment à Istanbul même, faisant et défaisant des règnes depuis au moins le XVII^e siècle. Les sultans, qui ont déjà connu des révoltes de janissaires depuis le XV^e siècle, finissent par être tentés par une solution radicale à l'encontre de cette force insoumise, jugée par ailleurs de plus en plus inefficace à la guerre. C'est notamment le cas de Selim III (r. 1789-1807), qui, en instaurant son « Nouvel ordre » (*Nizam-ı Cedid*), fondé sur des troupes « réglées » à l'européenne, envisagera de remplacer ainsi les janissaires. Il perdra le trône, puis la vie, dans leur violente réaction qui marquera profondément son jeune cousin, le futur Mahmud II (r. 1808-1839), qui accèdera au trône en 1808 en tant que dernier survivant mâle de la dynastie.

Cela explique les débuts aussi difficiles que prudents du jeune Mahmud une fois son pouvoir établi. Il dut se plier aux exigences des principaux acteurs politiques en lice selon les circonstances du moment. Dans les mois qui suivirent son accession au trône, il se vit forcé de signer un « pacte d'alliance » (*Sened-i ittifak*) qui reconnaissait le pouvoir des notables (*ayan*) qui l'avaient sauvé et placé sur le trône. Moins de deux mois plus tard, lorsqu'un revirement de situation fit apparaître le risque d'une rébellion des janissaires et du parti « conservateur », il dut faire marche arrière et dissoudre l'armée « nouvelle » qu'il avait établie à l'image de celle de Selim III. Pendant plus de quinze ans, Mahmud II se vit ainsi dans l'obligation de louvoyer entre ces écueils, sans pouvoir s'attaquer ouvertement aux forces qui limitaient et mettaient en danger son pouvoir. Une situation militaire précaire ne faisait que renforcer ces hésitations : l'Empire était confronté à une série de révoltes (Serbie, Hedjaz) et de conflits (Russie, Iran) qui rendaient impossible toute consolidation du pouvoir central.

Pourtant, c'est au beau milieu de la révolte grecque (1821-1829) que le sultan se décida à passer à l'action et à porter un coup décisif au corps des janissaires. Avait-il été encouragé par la très récente victoire de Missolonghi ? Pensait-il que leur insuccès pendant le conflit avait suffisamment terni la réputation des janissaires ? Était-il mû par une admiration mêlée de jalousie provoquée par l'exemple des troupes formées à l'occidentale que le gouverneur d'Égypte Mehmed Ali Pacha avait envoyées à sa rescousse ? Quoi qu'il en soit, les 15 et 16 juin 1826, il lança une offensive des plus violentes contre les quartiers-généraux et les casernes des janissaires, en plein cœur de la capitale, et réussit à annihiler *manu militari* cette redoutable milice qui avait fait trembler ou tomber nombre de ses prédécesseurs. Pour marquer son importance, il baptisa cette victoire « L'heureux Événement » (*Vak'a-i Hayriye*) et se lança dans une purge systématique dont son empire devait sortir régénéré.

Cours 3 – « La plus grande des guerres saintes »

L'« Heureux Événement » de la destruction des janissaires montrait bien que Mahmud II avait appris sa leçon. Le mouvement avait débuté comme le « Nouvel ordre » de Selim III, par l'organisation d'une nouvelle armée, tandis que les

janissaires étaient invités à se soumettre à une discipline et un entraînement réguliers afin d'être intégrés dans le nouveau système. Était-ce un piège tendu dans l'attente d'une réaction qui justifierait l'usage de la force ? Nous ne le savons pas ; toujours est-il qu'après quelques jours d'hésitation, les janissaires finirent par se mutiner, donnant ainsi au sultan l'occasion de lancer une véritable campagne militaire contre eux. Cette décision de choisir l'offensive plutôt que la défensive comme dans les cas précédents prit les rebelles de court : ils furent pour la plupart massacrés lors du bombardement systématique de leurs casernes dans la nuit du 15 au 16 juin ; les rescapés furent pourchassés dans les rues de la capitale et sommairement exécutés sans le moindre recours à un procédé judiciaire. Le sultan s'était mis sur le pied de guerre et campait, avec tout son entourage, dans la cour de la mosquée du sultan Ahmed, improvisée en camp militaire. Le chronogramme composé par Esad Muhlis Pacha, gouverneur d'Andrinople, résumait parfaitement la situation : *gaza-yı ekber*, soit « la plus grande des guerres saintes », dont la valeur numérique atteignait 1241, la date de l'événement selon le calendrier de l'Hégire.

Cette rhétorique religieuse était évidente dans la longue proclamation faite au peuple dès le 16 juin et criée à travers les rues de Constantinople. Le sultan y lançait l'anathème contre les janissaires et invitait tous les vrais musulmans à venir se ranger à ses côtés, sous l'étendard sacré du Prophète, pour combattre ces infidèles qui s'étaient insurgés contre leur souverain et, surtout, contre la loi divine. La même proclamation promettait le rétablissement de l'Empire et de la religion par la purification des éléments néfastes qui les avaient bafoués et la création d'une nouvelle armée dont le nom était lourd de symbolisme : les troupes musulmanes aidées de Dieu (*Asakir-i Mansure-i Muhammediye*).

Tout ce déferlement de haine à l'encontre des janissaires doit nous rappeler que ceux-ci étaient profondément implantés dans le quotidien de l'Empire et surtout de sa capitale. Beaucoup étaient aussi artisans et commerçants, ou possédaient des liens familiaux ou de solidarité avec les couches moyennes et modestes de la population. Certains historiens ont vu en eux une sorte de classe dont les revendications politiques se doublaient d'un ancrage dans la société urbaine. Si ces questions restent à débattre, il n'en est pas moins vrai que les insurrections de janissaires étaient souvent doublées d'un soutien populaire qui les rendait d'autant plus dangereux aux yeux du palais. On comprend dès lors que Mahmud II ait voulu prévenir un effet de contagion en frappant fort, de manière à inspirer la terreur aussi bien auprès des janissaires que de ceux qui seraient tentés de les soutenir, mais aussi en utilisant tous les moyens idéologiques à sa disposition, à commencer par la religion. D'où des excès notoires dans la persécution des suspects et une campagne de *damnatio memoriae*, proscrivant l'usage de tout terme susceptible de rappeler l'existence même du corps, allant, semble-t-il, jusqu'à la destruction des stèles funéraires de janissaires défunts. Sept ans après l'événement, le journal officiel (*Takvim-i Vekayi*) rapportait que deux janissaires ressuscités sous la forme de vampires avaient hanté et terrorisé la population d'un village de Bulgarie ; c'est dire à quel point l'État tenait à noircir la mémoire de ce corps.

C'était là une véritable campagne dont l'objectif était d'influencer l'opinion publique, phénomène moderne dont c'était là probablement une des premières apparitions tangibles. Mahmud II était au centre de cette campagne, mais d'autres acteurs s'y disputaient le second rôle, notamment le célèbre Hüseyin Pacha, connu sous le nom d'Aga-Pacha, très présent dans les rapports de l'ambassade de France, auxquels nous devons la plupart des précisions concernant les événements. Ancien *aga* des janissaires qui avait habilement tourné casaque pour devenir l'instrument de la

destruction de son ancien corps, ce farouche officier avait même posé pour le peintre français Charles-Émile Champmartin, alors de passage dans la capitale ottomane.

Cet épisode artistique est l'occasion d'une digression intéressante. Champmartin s'inspira des événements dont il avait été témoin pour peindre *l'Affaire des casernes*, mettant en scène Hüseyin Pacha à cheval menant ses troupes à l'attaque des janissaires. Or, ce tableau rappelait étrangement son propre *Massacre des innocents*, exposé en 1824 aux côtés de la célèbre toile des *Massacres de Scio* par Eugène Delacroix, son ami. Champmartin exposa son *Affaire des casernes* en 1828, et John P. Lambertson a suggéré que c'était peut-être là une des inspirations pour la *Mort de Sardanapale* que Delacroix exposa la même année. Faut-il y voir, comme le fait Lambertson, la convergence de deux toiles qui, en évoquant le despotisme oriental, énoncent en fait une critique des velléités absolutistes de Charles X ?

Cours 4 – Autocratie et résistances

Les suites de l'événement supposé « heureux » ne s'accordaient pas forcément avec cette épithète. Le bilan humain était lourd : 6 000 à 7 000 morts, jusqu'à 15 000 bannis. La vie à Istanbul s'était pratiquement arrêtée ; abasourdie et épouvantée, la population se terre, craignant à tout instant d'être victime de l'ire impériale. Celle-ci avait frappé bon nombre d'individus, jugés coupables par association, à commencer par l'ordre hétérodoxe des Bektachis, proche des janissaires et dont les couvents furent fermés et confisqués, et les derviches exilés et parfois exécutés. L'historiographe Şanizade Ataullah Efendi, dont nous avons vu l'année dernière l'étrange plagiat de Voltaire, fut exilé pour ses sympathies supposées et mourut d'apoplexie lorsqu'on lui annonça que le sultan l'avait gracié. Le sultan est tiraillé entre l'ivresse du pouvoir et la crainte d'un attentat. Il se produit de plus en plus en public, mais ces bains de foule sont parfois l'occasion de réactions presque paranoïaques, comme lorsqu'il fait arrêter un individu dont l'attitude et le regard lui avaient parus suspects.

L'attention de l'État se porte tout particulièrement sur les lieux publics jugés dangereux : les cafés, les bains, les tavernes sont fermés, puis rouverts, constamment surveillés, et leur contrôle, relevant traditionnellement des janissaires, est confié à des troupes dont la fidélité a été constatée. Le palais et le gouvernement restent sur le pied de guerre et l'étendard sacré du Prophète n'est ramené au palais qu'un mois et demi après l'événement, signe d'un timide début d'accalmie. Les exécutions sommaires continuent et la terreur règne, alimentée par des rumeurs de mahonnes chargées de corps allant déverser leur cargaison dans la mer.

Les sources ottomanes sont presque exclusivement vouées à reprendre et diffuser la rhétorique et les vœux pieux du palais. Les voix critiques, s'il en existe, sont étouffées par cette documentation univoque, ce qui rend difficile l'évaluation de la nature et de l'ampleur des réactions populaires. Pourtant, les menaces réitérées et les mesures policières du gouvernement ne laissent guère de doute quant à la réalité du mécontentement d'une bonne partie de la population. Les rapports de l'ambassade fournissent de précieux détails qui vont dans ce sens : rumeurs qui circulent, placards prenant le sultan pour cible... Surtout, des incendies éclatent dont l'origine est attribuée à des partisans de « l'ancien régime ». Celui du 31 août ravage toute la partie centrale de la ville et menace le palais impérial ainsi que nombre d'édifices publics.

Le mécontentement s'explique par la misère économique causée par cette crise et par l'explosion soudaine de la violence arbitraire et imprévisible du sultan. Bien sûr, en fond de toile se dessinent les conséquences directes de l'abolition du corps. Mert

Sunar a montré qu'en 1824, en moyenne un tiers des janissaires détenant un droit à la retraite sont aussi membres des corps de métiers. Or, l'État, après avoir promis de payer ces retraites, semble avoir changé d'avis...

Toute cette instabilité politique et économique n'empêche pas Mahmud II de se lancer dans un programme de réforme dont il assume personnellement la responsabilité et la réalisation. Passionné par ce nouveau rôle, il se charge lui-même de l'exercice de ses troupes, revêtant le costume et le grade de major. En épousant ainsi un profil (faussement) modeste, il suit sa nouvelle armée au plus près et se met en scène dans un rôle d'officier et d'éducateur. Il s'agit d'une rupture exceptionnelle avec la tradition des sultans pratiquement invisibles qui l'ont précédé et d'une sorte de retour aux origines, lorsque les sultans allaient en guerre à la tête de l'armée. C'est un sultan résolument moderne qui s'engage personnellement et aime à se donner en spectacle, pendant l'exercice, au cours des parades ou tout simplement lors de ses déplacements, de plus en plus fréquents dans la capitale. Cette mise en scène s'accompagne d'un souci d'émulation de l'Occident par la discipline et le costume, souvent par le truchement de l'exemple égyptien, appliqué depuis quelques années déjà par Mehmed Ali Pacha.

On sent bien que Mahmud II est en train d'essayer de mettre en place un système d'un type nouveau, mais dont la nature n'est pas encore clairement définie. Le côté « cosmétique » de cette révolution par le haut est facilement identifiable : il s'agit de transformer les aspects jugés incompatibles avec la modernité telle qu'elle s'observe en Occident. Pour le reste, un mouvement de balancier s'instaure entre des promesses libérales aux relents égalitaires et des mesures répressives fortement empreintes de despotisme. Généralement, ce sont les dernières qui l'emportent, ainsi que l'illustre bien la question des confiscations. Malgré maintes promesses de mettre fin à cette pratique séculaire, Mahmud II cédera souvent à la tentation de s'approprier les biens et la fortune des « grands » du système, surtout lorsque ceux-ci sont non musulmans et par conséquent encore plus vulnérables.

Cours 5 – Réformer et reformer l'État et la société

L'action de Mahmud II dans les années qui suivent l'abolition et la destruction du corps des janissaires s'inscrivent dans deux dynamiques fondamentales. La première, plus traditionnelle, consiste à vouloir réformer l'État, en accroissant la performance et l'efficacité de l'armée et, jusqu'à un certain point, de l'administration, surtout fiscale. En cela, il ne se distingue pas vraiment de certains de ces prédécesseurs, notamment de Selim III, dont le « Nouvel Ordre » visait des objectifs similaires. Mahmud II se distingue de cette tentative malheureuse par le succès qui couronne sa propre entreprise, mais surtout par l'ampleur et la nature radicale de son projet de réforme. Il ne s'agit pas simplement de réformer l'appareil militaire et bureaucratique, mais de reformer le système, dans le sens d'une refonte presque totale de l'État. C'est pourquoi il convient de lui attribuer un caractère révolutionnaire, tout en soulignant, bien sûr, que cette révolution tient souvent du chamboulement et qu'elle se fait par le haut, par des moyens coercitifs, parfois violents. Le sultan se place lui-même au centre de ce processus : il se met en scène, donnant l'exemple et s'engageant personnellement dans les principales péripéties du projet. Nous l'avons vu, il se démarque en cela de la tradition des sultans « cachés » ou invisibles et devient lui-même un porteur de symbolisme et de modernité.

Sans surprise, la refonte de l'État commence par l'armée, qui est au centre même des événements. C'est elle qui a anéanti les janissaires ; c'est elle qui deviendra le premier cobaye du projet, tant par son organisation, par son entraînement et, bien sûr, par le costume à l'européenne que le sultan lui-même endosse dès le lendemain de l'« Heureux Événement ». La présence et la visibilité du sultan gagnent en intensité et atteignent bientôt des proportions inouïes. En 1827, celui-ci s'embarque à bord d'un bateau à vapeur et se rend en Crète, marquant ainsi sa différence de ses prédécesseurs qui ne quittaient que très rarement le palais. Il récidivera, réalisant ainsi six voyages impériaux qui le mènent à Rodosto/Tekirdağ (1830), à Andrinople/Edirne (1831), à Nicomédie/İzmit (1833 et 1835) et jusqu'en Bulgarie (1837).

En 1829, la réforme de l'uniforme est élargie à tous les fonctionnaires de l'État qui se voient obligés de suivre l'exemple de leur maître. Le fez remplace le turban ; le pantalon et la tunique, bientôt appelée stambouline, s'imposent. Certains conservateurs grondent, mais c'est surtout en Occident que l'on se lamente de voir disparaître les magnifiques costumes qui faisaient le plaisir des peintres et voyageurs en Orient. Louis-Philibert Brun d'Aubignosc, un ancien grognard au service de la Porte, va jusqu'à comparer les nouveaux bureaucrates à des « singes » en uniforme et consacre un chapitre entier de sa *Turquie nouvelle* aux « grandes moustaches », perdues à tout jamais. Ironie et hypocrisie de l'orientalisme qui reproche à l'Orient ses attributs « barbares », mais se lamente ensuite de les voir disparaître...

Mahmud II agrémente ce nouveau costume d'une nouveauté à grande portée symbolique : les décorations. Les premières avaient été créées sous Selim III, mais uniquement pour les étrangers. À partir de 1831, les sujets du sultan sont eux aussi décorés et la première médaille arbore une représentation de la mosquée Nusretiye (de la Victoire), ainsi nommée pour commémorer la destruction des janissaires. L'année suivante Mahmud II inaugure le « portrait impérial » (*Tasvir-i Hümayun*), une miniature sur émail du sultan enchâssée dans un cadre d'or et de brillants. Cette entorse à l'interdit islamique de la représentation humaine fait scandale dans les milieux conservateurs ; comble de la provocation, Mahmud en offre le premier exemplaire au şeyhülislam. L'odeur de soufre va s'accroissant : en 1836, prenant exemple sur les monarques occidentaux, Mahmud II fait faire son portrait en pied et le fait accrocher dans les principales casernes et édifices publics de la capitale.

Le désir du sultan et de son entourage de se mettre à la page les pousse à des excès surprenants. Selon la description qu'en fait l'envoyé français Boislecote, une fête donnée en 1833 par le généralissime des armées (*Serasker*) Husrev Pacha en l'honneur du corps diplomatique débute par des exercices de tir au canon et se termine par un repas très arrosé pendant lequel les représentants de la Porte rivalisent d'entrain et de galanterie à l'égard des convives. Le grand vizir, Rauf Pacha, le seul à ne pas boire tout en essayant de cacher sa honteuse abstinence, tente d'échapper aux taquineries de ses collègues en invoquant la présence de l'ambassadrice de France et en déclarant que « quand on est à côté de Madame, on n'a pas besoin de vin pour s'enivrer ». Le sultan, dînant à part selon la tradition du palais, « se fit servir trois espèces de vins de France mais en but cette fois avec modération ».

Cours 6 – Les bases d'un État moderne ?

Les réformes de Mahmud ne se limitent pas à la réorganisation de l'armée, à l'adoption de costumes et d'apparences occidentales ou à des festins bravant les interdits religieux. Il est aussi question d'une dimension politique visant une

modification des rapports entre l'État – le sultan – et ses sujets. Cette dimension « libérale », nous l'avons déjà dit, s'efface souvent devant la violence de la répression exercée par le nouveau système contre les éléments de la population jugés dangereux ; elle n'en existe pas moins dans les esprits et, parfois, dans les actes, créant ainsi une attente auprès de certains groupes. En tête de liste, l'intention, prêtée à Mahmud dès le lendemain de la « révolution » du 15-16 juin 1826, d'abolir la pratique de la confiscation (*misadere*) qui depuis des siècles a donné aux sultans le pouvoir arbitraire de mettre la main sur la fortune de dignitaires déchus ou disgraciés. Pour un empire dont l'efficacité et l'assiette fiscales étaient réduites, c'était là un moyen pratique de renflouer les caisses de l'État, mais ses inconvénients étaient nombreux : instabilité financière et politique, imprévisibilité de la fonction publique, tendance à la reproduction d'abus de pouvoir et d'actions prédatrices...

Évidemment, la décision d'abolir les confiscations ne concernait guère la majorité de la population, mais uniquement les membres de la classe dirigeante qui se sentaient visés. Il est donc probable que si Mahmud II s'était prononcé en faveur d'une telle mesure, c'était avant tout pour s'assurer le soutien des dignitaires en ce moment de crise intense. C'est dans cette optique qu'il faut lire les rapports suggérant qu'il avait tout particulièrement tenu à assurer les *ulema* (le « clergé ») de cette intention, dans un contexte de « guerre sainte » menée contre les janissaires et leurs associés. Dans le même ordre d'idées, on rapporte qu'il avait demandé aux membres du conseil d'abandonner l'étiquette qui leur interdisait de s'asseoir en sa présence et qu'il avait fini par devoir les y obliger...

Néanmoins, ces promesses réitérées étaient contredites par une ligne d'action beaucoup moins coulante en la matière, notamment en ce qui concernait les avoirs de certains non-musulmans fortunés. Le « banquier » juif des janissaires avait été arrêté, puis relâché, ses comptes étant en règle ; leur fournisseur grec en viande fut moins heureux : la terreur le paralysa lorsqu'il fut arrêté et son silence ayant été interprété comme une preuve de collusion, il fut exécuté. D'ailleurs, le répit de son collègue juif ne fut que de courte durée : il fut à nouveau arrêté trois semaines plus tard, mis à mort et sa fortune de quelque 70 millions de piastres fut confisquée. Il est clair que jusqu'à ce jour, ces belles promesses étaient restées lettre morte. On rapportait que le sultan, à la vue d'un palais récemment élevé sur le Bosphore, s'était écrié : « Quel est le fou qui veut me donner une si grande tentation ? ».

La même incohérence caractérisait les relations du sultan avec la population non musulmane de l'Empire, les *rayas*, selon la terminologie occidentale de l'époque. On prêtait à Mahmud l'intention de promouvoir une sorte de fraternité de ses sujets au-delà des fossés confessionnels et certaines mesures semblent bien confirmer une telle politique. En revanche, de nombreux édits, notamment en matière de pratiques somptuaires et vestimentaires, imposaient de sévères restrictions aux non-musulmans, afin de les obliger à se conformer au statut d'infériorité et de soumission qui les caractérisait dans la hiérarchie sociale de l'Empire.

Il n'y a guère de mystère : ces hésitations et incohérences sont le reflet d'un phénomène de gestation qui prépare graduellement le terrain vers un nouvel ordre de choses, dont les *Tanzimat* (1839) constitueront le véritable point de départ. Pour le moment, le progrès se limite surtout à des transformations matérielles et institutionnelles concrètes : création des écoles de médecine (1827), des écoles militaires (1834) et administratives (1838) ; premier recensement (1831) ; premier journal officiel (1831) ; établissement d'un Conseil suprême (1837) ; institution de passeports (1838)...

Une dernière digression permettra de donner un exemple concret de cet étrange phénomène de gestation : l'enfance et les débuts du futur Edhem Pacha (1818 ?-1893), qui semblent résumer les incohérences et les contradictions du règne de Mahmud, ainsi que le potentiel de modernité qu'il porte en lui. Rescapé du célèbre massacre de Chio (1822), cet enfant est acquis par Husrev Pacha et formé avec les autres jeunes esclaves du vieux pacha, digne représentant de la « vieille Turquie ». Pourtant, en 1830, il fait partie d'un groupe de quatre jeunes esclaves triés sur le volet que leur maître confie à l'orientaliste Amédée Jaubert afin d'être éduqués en France. Le jeune Edhem fait ses classes à l'institution Barbet, entre à l'École des mines dont il ressort ingénieur en 1838 et retourne au pays où l'attend une carrière bureaucratique qui l'amènera jusqu'au grand vizirat en 1877, sans compter sa réussite familiale qui garantit à sa descendance, à commencer par son fils aîné, le célèbre peintre et muséologue Osman Hamdi Bey, une prééminence dans le domaine des arts et des sciences pendant les dernières décennies de l'Empire. Exemple flagrant, quoiqu'un peu exceptionnel, du potentiel qui couve pendant les tâtonnements du règne de Mahmud II.

COLLOQUE – LES ACTEURS ET INTERLOCUTEURS LOCAUX DE LA FIÈVRE ANTIQUAIRE DANS L'EMPIRE OTTOMAN (1780-1830)

Dès la fin du XVIII^e siècle, l'Europe se découvre une passion renouvelée pour les vestiges d'un passé classique dont elle revendique l'héritage. Nous connaissons assez les principaux protagonistes de cette aventure, de Choiseul-Gouffier à Lord Elgin et aux nombreux « inventeurs » de la Vénus de Milo. En revanche, la dimension locale est beaucoup moins connue ; parfois, elle est totalement ignorée. C'est un vaste éventail d'individus que couvre cette qualification d'acteurs et d'interlocuteurs locaux. Au sommet, la bureaucratie ottomane, les auteurs des firmans et décrets autorisant – et parfois interdisant – l'acquisition d'objets et d'éléments architecturaux. Au bas de l'échelle, de modestes villageois ou citadins qu'un attachement – souvent jugé « superstitieux » – à un objet ou monument pousse à défier l'appétit prédateur d'antiquaires éclairés. Entre les deux, tout une gamme d'individus plus ou moins puissants, plus ou moins conscients, plus ou moins engagés : gouverneurs ou notables locaux ; braconniers qui cherchent à écouler le produit de leurs fouilles ; paysans qu'une découverte fortuite projette sur le devant de la scène ; premières sociétés savantes émulant le modèle occidental ; petits intermédiaires entre diplomates européens et potentats locaux...

Le colloque a réuni des spécialistes du sujet qui ont fréquemment contribué à la « grande » histoire des débuts de l'archéologie, mais qui se sont aussi penchés sur le revers de la médaille à travers une réflexion et des interrogations sur la dimension locale évoquée ci-dessus. Il ne s'agit pas de faire une histoire alternative ou réactive ni de prétendre « remettre les pendules à l'heure » ; l'objectif est plutôt d'enrichir ce récit en lui apportant une dimension critique et, surtout, en le rendant moins univoque par l'apport de ces voix et perspectives locales, ottomanes et post-ottomanes. Cette incursion dans le domaine des connaissances, des mentalités et des pratiques des populations ottomanes et post-ottomanes pourrait ouvrir un nouveau chapitre dans une histoire connectée encore en chantier.

COURS À L'EXTÉRIEUR

Ayant conservé mon poste à l'université de Boğaziçi, j'y ai assuré pendant toute l'année académique mes enseignements conventionnels.

RECHERCHE

Mon programme de recherche s'est poursuivi dans la continuité de ce que j'avais annoncé l'année précédente le long des deux axes principaux déjà définis : histoire de l'archéologie dans l'Empire ottoman et travaux concernant les écrits privés du prince Selahaddin Efendi (1861-1915), fils du souverain déchu Murad V (r. 1876).

L'année dernière avait vu la fin du classement des archives « en langue étrangère » du Musée impérial ottoman, aujourd'hui Musée archéologique d'Istanbul ; je travaille depuis à l'élaboration de l'inventaire qui en résulte, en vue d'une publication éventuelle par le musée, premier pas avant l'ouverture des archives à la consultation des chercheurs. Travail fastidieux, certes, mais qui entrouvre des perspectives de recherche nouvelles et souvent passionnantes. Parmi celles-ci, je retiens tout particulièrement la dimension « locale » de l'archéologie dans l'Empire ottoman, non dans le sens que je donnais à ce terme lors du colloque du 28 mai 2019 – axé sur les « acteurs et interlocuteurs locaux » de l'archéologie au tournant du XIX^e siècle, mais en me référant aux sujets ottomans qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, s'engagèrent directement dans l'action archéologique, soit en tant qu'associés du Musée impérial de Constantinople, soit en tant qu'amateurs, généralement férus d'épigraphie. Il s'agit là d'une dimension généralement ignorée de l'archéologie ottomane, masquée par la forte présence institutionnelle du musée et des missions étrangères qui monopolisaient – ou prétendaient monopoliser – le terrain. C'est d'ailleurs pourquoi je compte organiser mon colloque de 2020 autour de cette thématique.

Mon second grand axe de recherche, portant sur les écrits privés du prince Selahaddin Efendi, a commencé à porter ses premiers fruits. L'article dont j'annonçais la publication prochaine dans un numéro de la revue *Clio. Femmes, genre histoire* est paru sous le titre « Le harem vu par le prince Salahaddin Efendi (1861-1915). Chercher les femmes dans une documentation masculine », formant ainsi une première exploitation ciblée de cette documentation de nature exceptionnelle. Je viens par ailleurs de soumettre un article traitant de l'éducation de Selahaddin Efendi, intitulé « The education of an Ottoman prince in the nineteenth century ». Le projet est mené par des collègues de l'université de Waseda à Tokyo et prévoit la publication d'un ouvrage collectif sur la modernisation de l'armée, de l'éducation et des structures de solidarité dans l'Empire ottoman au XIX^e siècle.

Enfin, dans le cadre de ce même thème, c'est avec beaucoup de satisfaction que je peux annoncer la parution du premier volume de l'édition critique des écrits en question, consacré à ses notes et aux documents concernant les rapports et la correspondance secrète entre son père, le sultan Murad V, et Cléanthe Scaliéri, grand-maître de la loge Proodos (Progrès) de Constantinople. Ce dernier avait en effet initié Murad à la franc-maçonnerie alors qu'il était encore prince héritier, et, après son détronement au profit d'Abdülhamid II, s'acharna à le sauver de la résidence surveillée à laquelle il avait été assigné et à défendre sa cause auprès de l'opinion publique internationale. Il s'agit d'une documentation et d'un sujet complètement inédits dont j'ai obtenu la publication dans les meilleures conditions

possibles : long commentaire historique de ma plume, transcription intégrale et annotée du texte original, et fac-similé du document dans sa totalité. C'est là le coup d'envoi d'une série qui traitera, dans le même format, le reste des écrits du prince : mémoires, collections de documents, agendas et journal intime. Il s'agit d'un travail de longue haleine, mais dont l'originalité et la qualité contribueront grandement aux domaines de l'histoire politique, culturelle, intellectuelle et des mentalités dans l'Empire ottoman pendant les dernières décennies du XIX^e siècle.

En dehors de ces deux axes principaux d'investigation, je tiens à signaler un projet qui, parmi bien d'autres, me paraît mériter d'être cité ici par son apport à mes recherches et à mes domaines d'intérêt. Il s'agit d'un article-fleuve qui découle de la découverte accidentelle que je fis l'année dernière, lors de mes recherches sur la provenance d'une statue d'Artémis du Musée impérial (« Et si Diane n'était pas lesbienne ?... » paru dans le *Bulletin de correspondance hellénique*), concernant la survivance, en Anatolie du XVII^e siècle, de la première version « turque » du *Roman d'Alexandre* sous la forme de l'İskendername d'Ahmedi (ca 1390). En creusant plus en amont, j'ai découvert que ce texte avait la particularité tout à fait unique de modifier de manière très radicale le dénouement de l'histoire d'Alexandre et Candace, restée inchangée jusque-là dans toutes les versions de l'épopée alexandrine. C'est ainsi que paraîtra dans le courant de l'année 2020 cette étude qui modifie complètement nos connaissances sur la filiation du texte d'Ahmedi et propose une analyse nouvelle de l'interaction entre l'écrit et l'oral dans la transmission de l'İskendername jusqu'au XIX^e siècle.

Enfin, je terminerai en signalant que M. Hayri Gökşin Özkoray, titulaire d'un poste d'ATER rattaché à ma chaire pendant cette année, m'a donné pleine satisfaction tant par sa propre production scientifique tout à fait remarquable que par ses contributions aux travaux et activités de l'équipe organisée autour de l'Institut d'études arabes, turques et islamiques.

PUBLICATIONS

LIVRES

ELDEM E. et LAIOU S. (dir.), *Istanbul and the Black Sea Coast. Shipping and Trade*, Istanbul, ISIS, 2018.

ELDEM E., *Mitler, Gerçekler ve Yöntem. Osmanlı Tarihinde Aklıma Takılanlar* [Mythes, réalités et méthode. Questionnements sur l'histoire ottomane], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2018.

ELDEM E., *V. Murad'ın Oğlu Selahaddin Efendi'nin Evrak ve Yazıları* [Les documents et écrits de Selahaddin Efendi, fils de Murad V], vol. I : *V. Murad ile Cleánthi Scaliéri* [Murad V et Cleánthe Scaliéri], Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2019.

ARTICLES ET CHAPITRES

ELDEM E., « De l'Empire ottoman à la République de Turquie », in F. LAGRANGE *et al.* (dir.), *À l'est, la guerre sans fin, 1918-1923*, Paris, Gallimard-Musée de l'Armée, 2018, p. 65-69.

ELDEM E., « Empire ottoman/Turquie », in F. LAGRANGE *et al.* (dir.), *À l'est, la guerre sans fin, 1918-1923*, Paris, Gallimard-Musée de l'Armée, p. 170-171.

- ELDEM E., « Sultan Abdülhamid II: Founding Father of the Turkish State? (Keynote Address) », *Journal of the Ottoman and Turkish Studies Association*, vol. 5, n° 2, 2018, p. 25-46.
- ELDEM E., « Orient-Express: Quitter l'Europe en y restant », in C. CHARLE et D. ROCHE (dir.), *L'Europe. Encyclopédie historique*, Paris, Actes Sud, 2018, p. 2038-2039.
- ELDEM E., « Geç Osmanlı Döneminde Masonluk ve Siyaset Üzerine İzlenimler » [Notes sur la franc-maçonnerie et la politique vers la fin de l'Empire ottoman], *Toplumsal Tarih*, vol. 300, 2018, p. 26-37.
- ELDEM E., « Önsöz » (Préface), in İ. DIMITRIYADIS, *1950'den Günümüze Eğitim Hayatımızda Rumlar. Biyografik Portreler*, İstanbul, Bahçeşehir Üniversitesi Yayınları, 2018, p. xvii-xx.
- ELDEM E., « Le harem vu par le prince Salahaddin Efendi (1861-1915). Chercher les femmes dans une documentation masculine », *Clio. Femmes, genre, histoire*, vol. 48 : *Genre et espace (post-)ottoman*, 2018, p. 17-42.
- ELDEM E., « Scanning the Ottoman Black Sea through the *Revue Commerciale du Levant* », in E. ELDEM et S. LAIOU (dir.), *Istanbul and the Black Sea Coast. Shipping and Trade*, İstanbul, ISIS, 2018, p. 77-97.
- ELDEM E., « 2018'de Sultan II. Abdülhamid » [Le sultan Abdülhamid II en 2018], *Toplumsal Tarih*, vol. 301, 2019, p. 22-26.
- ELDEM E., « Doğulu bir Oryentalist Nasıl Olunur? Osman Hamdi Bey'in (1842-1910) Yaşamı ve Düşünce Yapısı » [Comment devient-on un orientaliste oriental ? La vie et la pensée d'Osman Hamdi Bey (1842-1910)], in : *Görünenin Ötesinde Osman Hamdi Bey. Osman Hamdi Bey beyond Vision*, İstanbul, Sabancı University Sakıp Sabancı Museum, 2019, p. 10-57.
- ELDEM E., « Osman Hamdi Bey'in "Karanlık" Yılları (1871-1881) » [Les années « noires » d'Osman Hamdi Bey (1871-1881)], *Millî Saraylar. Sanat-Tarih-Mimarlık Dergisi*, vol. 17, 2019, p. 52-75.
- ELDEM E., « The long shadow of the Great War looming over Turkey », in O. JANZ (dir.), *Winning Peace. The End of the First World War: History, Remembrance and Current Challenges*, Berlin, German Federal Foreign Office, 2019, p. 75-81.
- ELDEM E., « The relevance of architecture in 2019 », in A. LEPIK (dir.), *Architecture in Dialogue. Aga Khan Award for Architecture*, Berlin, ArchiTangle, 2019, p. 235.

